

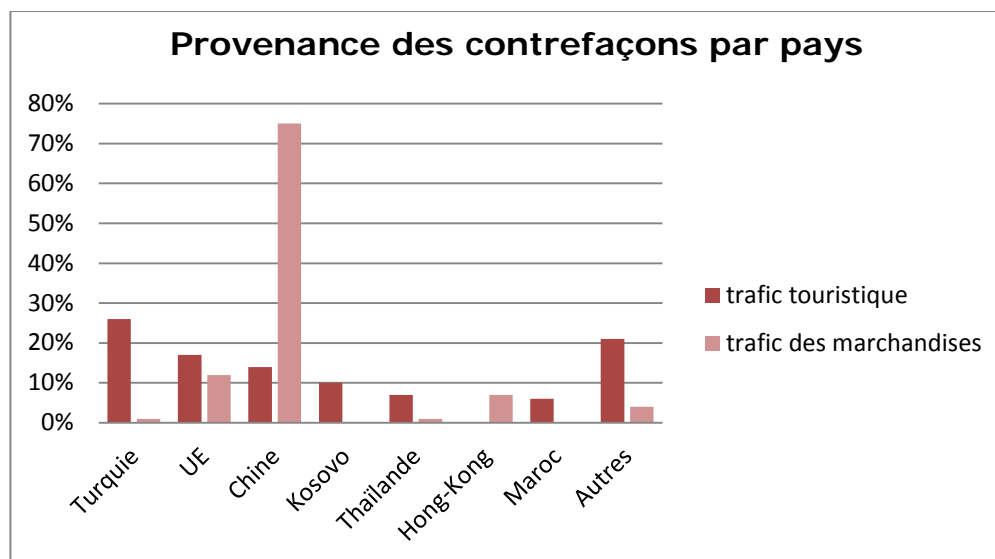
COMMUNIQUE DE PRESSE relatif à la statistique 2013 de la contrefaçon et de la piraterie

Berne, le 19 février 2014

Les contrefaçons à l'origine de plus de 100 interventions des douanes par semaine

Selon la plus récente statistique de la Direction générale des douanes (DGD), les bureaux de douane suisses sont intervenus, l'an passé, à 5500 reprises pour retenir des marchandises contrefaites. Dans le domaine du trafic des marchandises de commerce, 75 % des envois retenus provenaient de Chine, alors que dans le domaine du trafic touristique, les contrefaçons étaient principalement importées de Turquie. Ces chiffres revêtent d'autant plus d'intérêt qu'ils cachent des agissements illégaux, une réalité qui fait l'objet d'un rapport actuel de l'ONU.

Le nombre des interventions annoncées par les douanes demeure élevé et stable par rapport aux années passées. Ce constat est préoccupant puisque les envois de médicaments, de montres et de bijoux retenus en vertu de la loi sur les produits thérapeutiques et de la loi sur le contrôle des métaux précieux ne figurent même pas dans la statistique des douanes. Il ne faut pas oublier en outre qu'une intervention ne se limite souvent pas à un seul article. Quand les douanes retiennent par exemple un conteneur de faux téléphones mobiles, cette intervention n'a pas plus de poids dans la statistique que la confiscation d'une seule paire de lunettes de soleil à l'aéroport de Zurich.



Dans les coulisses du crime organisé

Vu les chiffres d'affaires de l'ordre de plusieurs milliards réalisés dans le commerce mondial de contrefaçons, des efforts transnationaux de grande ampleur sont nécessaires pour pouvoir comprendre les mécanismes de cette industrie et espérer la combattre. L'ONUUDC, l'agence des Nations Unies pour la lutte contre la criminalité, la drogue et le terrorisme, a publié, au début de cette année, un rapport circonstancié sur la contrefaçon dans le cadre d'une nouvelle campagne mondiale de sensibilisation. Il ressort de ce rapport que le business des contrefaçons est aux mains d'organisations criminelles tristement célèbres comme la Camorra, le Yakuza ou les triades chinoises, qui tirent avantage de leur expérience dans d'autres activités criminelles comme le trafic de drogues ou la traite humaine. Europol parvient aux mêmes conclusions.

Selon l'office européen de police criminelle, le commerce des contrefaçons, qui, comparativement, est bien toléré socialement et sanctionné de peines modérées, s'insère à merveille dans la stratégie de diversification de la criminalité organisée et devient ainsi une source de revenus appréciable.

Contribuables pénalisés

Selon la plus récente statistique de la DGD, ce sont les sacs qui ont la cote auprès des contrefacteurs. En effet, plus de 50 % des interventions, aussi bien dans le trafic touristique que dans celui des marchandises de commerce, ont porté sur des sacs à main, des sacs de voyage ou des portemonnaies. Ces articles sont suivis par accessoires comme les lunettes de soleil, puis les vêtements et les médicaments, qui sont commandés le plus souvent par Internet. Ces contrefaçons représentent un danger difficilement quantifiable tant pour les consommateurs que pour l'économie nationale. C'est ce que relève Lukas Lüthi, le secrétaire central de l'Association STOP A LA PIRATERIE : « Il n'existe pas de chiffres actuels sur l'étendue du phénomène et les dommages subis par la place économique helvétique. Mais ce qui est sûr, c'est que les contrefacteurs n'investissent pas un centime dans la recherche et le développement et qu'ils ne paient ni impôts ni redevances sociales. Ce sont des fraudeurs qui portent préjudice à l'économie et qui détruisent des emplois. »

Informations complémentaires

La statistique actuelle sur la contrefaçon et la piraterie peut être [téléchargée](#) sur le site Internet de l'Administration fédérale des douanes.

Informations sur la campagne actuelle de l'ONUUDC : www.unodc.org/counterfeit.

Informations complémentaires sur la contrefaçon et le piratage : www.stop-piracy.ch ou www.ezv.admin.ch.

Contact

STOP A LA PIRATERIE : Lukas Lüthi, secrétaire central, 031 377 72 66, info@stop-piracy.ch